



CLUB CONVAINCRE DU RHONE

New Letter Europe N° 89 du 16 Octobre 2026

Produits chinois : quelles réactions de l'UE ?

L'Union européenne se prépare à un durcissement commercial majeur face à la Chine, alors que leur déficit bilatéral pourrait dépasser **400 milliards d'euros en 2026**. La Chine, devenue premier fournisseur mondial de biens manufacturés, inonde les marchés grâce à des subventions très élevées et une monnaie sous-évaluée, tandis que sa demande intérieure reste faible. L'Europe est particulièrement exposée parce que les États-Unis ont partiellement fermé leur marché aux produits chinois. Face à cette pression, l'UE a relancé ses **instruments de défense commerciale** : droits de douane sur une douzaine de catégories de biens, enquêtes multiples, réduction des flux de petits colis issus du e-commerce, et mesures exceptionnelles dans l'acier.

Le règlement sur les subventions étrangères a déjà bloqué des acquisitions chinoises et exclut plusieurs entreprises des marchés publics. De nouveaux textes visent à instaurer une **préférence européenne** dans les marchés publics et les aides, tout en renforçant la **résilience du continent** dans trois domaines stratégiques : minerais critiques, technologies de l'information et industries vertes. Parallèlement, le durcissement des normes environnementales frapperait particulièrement les produits chinois, tout comme la future réglementation sur le travail forcé. Les enquêtes pour non-respect des règles numériques se sont multipliées, entraînant plus de **2 milliards d'euros d'amendes** depuis 2025. Pékin a réagi par des menaces de représailles, mais a accepté un cadre de négociation avec une échéance fixée à mi-octobre.

L'automne 2026 s'annonce donc comme une période de fortes tensions commerciales. L'Allemagne, longtemps opposée au protectionnisme, soutient désormais des mesures robustes, poussées par son industrie. Les Pays-Bas, la Belgique et la Suède réclament aussi des actions, tandis que la Slovaquie et l'Espagne restent plus réservées pour préserver leur relation avec Pékin. L'incertitude porte désormais sur l'intensité du bras de fer à venir : **quelles concessions** la Chine acceptera-t-elle, quelles représailles mettra-t-elle en œuvre ? Bruxelles devra garder en tête que Pékin, confronté à une demande intérieure fragile, ne peut se permettre de perdre son principal marché d'exportation. Quoi qu'il arrive, octobre

devrait conduire à un **rééquilibrage partiel** d'une relation dont aucun des deux partenaires ne peut réellement se détacher.

Source : *What's up EU* du 5 octobre 2026



Financier Pluriannuel 2028-2034 blocage entre les Etats membres !

Au Conseil européen du 15 octobre 2026, lors des négociations sur le **Cadre financier pluriannuel 2028-2034** les dirigeants ont répété leurs positions sans avancer vers un compromis : les « **frugaux** », rebaptisés « **sensibles** » qui regroupent l'Allemagne, Pays-Bas, Autriche, Danemark, Suède, Finlande réclament des coupes budgétaires, tandis que les « **amis de la cohésion** » dont la Pologne, la Hongrie, la Tchéquie, la Slovaquie, la Roumanie, la Bulgarie, la Croatie, la Slovénie, l'Estonie, la Lettonie, La Lituanie, le Portugal, la Grèce, Chypre, Malte et l'Espagne refusent toute réduction des enveloppes agricoles et régionales. Face à cette impasse, Antonio Costa, président du Conseil européen, a été chargé de reprendre la main.

Il présentera mi-novembre une nouvelle « **négo-box** », intégrant les chapitres budgétaires et les chiffres clés, qui sera discutée lors du Conseil européen informel du 26 novembre. C'est à ce moment-là que l'on saura si un accord reste envisageable en décembre 2026. Pour tenter de débloquent la situation, Costa veut concentrer la négociation sur trois leviers : les nouvelles ressources propres, les contributions nationales et la flexibilité budgétaire. Les frugaux ont montré une « disponibilité » à discuter de certaines ressources propres, mais les lignes rouges demeurent fortes, notamment du côté de l'Allemagne, opposée au projet **CORE** (contribution forfaitaire visant les grandes entreprises dont le chiffre d'affaires net annuel dépasse 100 M€).

En revanche, la taxe sur les services numériques revient en force : elle pourrait rapporter entre **6 et 30 milliards d'euros**. Emmanuel Macron a averti que si chacun reste campé sur ses positions, aucun accord ne sera possible avant la fin de l'année – et encore moins en 2027, année électorale dans plusieurs pays clés. La France insiste sur la nécessité de nouvelles recettes, tandis que l'Allemagne refuse toute taxe supplémentaire et réclame une réduction de plusieurs centaines de millions d'euros du projet de budget de la Commission. La présidente du Parlement européen Roberta Metsola reconnaît que si Paris et Berlin ne parviennent pas à s'entendre, **aucun accord ne pourra être conclu avant la fin de l'année**, laissant l'UE dans une situation de blocage prolongé.

Source ; *La Matinale européenne* du 16/10/2026



L'UE renouvelle son soutien à l'Ukraine

Le 15 octobre 2026, Volodymyr Zelensky a annoncé la reprise des frappes ukrainiennes contre les raffineries russes, malgré la demande américaine de suspendre ces attaques. Donald Trump reproche à Kiev de ne pas respecter la « **trêve énergétique** » qu'il avait annoncée unilatéralement, alors même que la Russie n'a pas cessé ses frappes. L'Ukraine se dit « **trahie** » par les États-Unis, dénonçant la suspension du partage de renseignements et des perturbations de Starlink au moment où les attaques russes s'intensifient. Le ressentiment de Zelensky s'est accentué après l'accord conclu entre Washington et Moscou sur la livraison de pétrole russe, perçu comme une violation des sanctions et un geste électoraliste du président des USA.

Face à ce désengagement américain, Zelensky s'est tourné vers l'Europe pour obtenir un soutien renouvelé. En déplacement à Bruxelles les 15 et 16 octobre, il a rencontré les dirigeants de l'UE ainsi que le secrétaire général de l'Otan, Mark Rutte. Ursula von der Leyen et António Costa ont réaffirmé la détermination européenne à maintenir la pression sur Moscou et à soutenir l'Ukraine dans sa défense. Zelensky a insisté sur l'urgence de réapprovisionner son pays en missiles intercepteurs et en munitions, alors que les frappes russes se multiplient. L'Otan, de son côté, a rappelé l'importance d'un « **cessez-le-feu énergétique** », une position qui reflète les préoccupations de plusieurs capitales européennes.

Cette visite intervient dans un contexte délicat pour l'UE, en pleine négociation du budget 2028-2034. Plusieurs États membres, tout en réaffirmant leur soutien à Kiev, soulignent le coût croissant de la guerre et plaident pour une forme de limitation des frappes sur les infrastructures énergétiques russes. Zelensky, lui, appelle à des « **signaux forts** » : davantage de pression sur Moscou et un soutien militaire accru. Entre tensions transatlantiques, calculs budgétaires européens et intensification du conflit, l'Ukraine cherche à sécuriser l'appui de ses alliés au moment où son principal soutien historique, les États-Unis, semble se détourner.

Source : *Tout l'Europe* du 16 octobre 2026

